



## **Bush : persiste et signe**

En date du mercredi soir dernier, soit pour nous le 10 janvier 2007, le président Bush a annoncé sa nouvelle stratégie pour l'Irak.

Cet énième plan est précédé d'un judicieux mea culpa.

« Là où des erreurs auront été commises, la responsabilité m'en incombe », dit le président Bush en préambule.

Cet instant fugace de vérité est bien à propos. Nous espérons que l'histoire retiendra cette phrase, tant elle est lourde de sens et de conséquences.

En effet, le président nous annonce ainsi qu'il assumera les crimes de guerre et contre l'humanité commis par la non clairvoyance de ses choix, choix qui se traduisent de manière désastreuse sur le terrain irakien ou à Guantanamo.

Pourtant, au contraire, cette brève lucidité incite le président Bush à poursuivre prioritairement l'option militaire en annonçant l'envoi d'un contingent supplémentaire de 21.500 soldats américains. Ce nombre s'ajoute donc aux 110.000 militaires US déjà présents en Irak depuis 4 années de conflit.

Faisant quasi fi du rapport Baker qui prônait le dialogue, la stratégie retenue est celle de l'escalade de la violence.

On sait pourtant que cette logique est contre-productive :

- elle est coûteuse en vies humaines tant du côté irakien que du côté des forces de la coalition ;
- elle est coûteuse tout simplement : 6,8 milliards de dollars US pour le nouveau plan, dont 5,6 milliards pour le militaire contre 1,2 milliard pour le volet reconstruction et la création d'emploi ;
- elle est aussi peu efficace : le pays s'enlise dans la violence que la coalition prétend combattre. Aussi, le nombre de 21.500 est estimé par les stratégies militaires comme insuffisant pour influencer la victoire ;
- elle ne concourt en rien à une stabilisation de la région dans la mesure où elle participe notamment à la radicalisation des acteurs locaux, régionaux. Cette situation ne trouve-t-elle pas également écho chez nous, par l'influence qu'elle porte sur notre perception de ce que doit être le dialogue interculturel ?
- elle ne s'inscrit nullement dans une vision politique régionale à moyen terme. En agissant de la sorte le risque est grand de déstabiliser la région pour un bon nombre d'années.

---

### **Commission Justice et Paix**

Rue M. Liétart, 31/6  
B-1150 Bruxelles  
Tél. 32(0)2-738.08.01  
Fax. 32(0)2-738.08.00  
[info@justicepaix.be](mailto:info@justicepaix.be)  
[www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)

### **Pax Christi Wallonie-Bruxelles**

Rue M. Liétart 31/1  
B-1150 Bruxelles  
Tél. 32(0)2-738.08.04  
Fax. 32(0)2-738.08.00  
[info@paxchristiwb.be](mailto:info@paxchristiwb.be)  
[www.paxchristiwb.be](http://www.paxchristiwb.be)

Pourtant, la stratégie du dialogue était un choix possible et plus que suggéré dans le rapport Baker. Il aurait été d'un réel courage politique que le président actuel, tant envieux de « contribuer à l'Histoire », saisisse cette chance pour voir plus loin.

Ce n'est pas le cas et c'est grandement dommage.

Les populations civiles vont encore payer le tribut d'une guerre dont elles sont les victimes avant d'en être d'éventuelles complices.

Un autre effet dévastateur du choix de Monsieur Bush est de déjà faire porter le chapeau de son échec au gouvernement irakien à qui il assigne des objectifs inatteignables, compte tenu du contexte actuel.

Dans « La Libre Belgique » du vendredi 12 janvier, citons : « **Objectifs assignés au gouvernement irakien.** Le premier ministre Nouri al Maliki devrait accroître la participation des Sunnites dans le processus politique, préparer une loi, longtemps retardée, sur la distribution des revenus provenant du pétrole, et assouplir la politique gouvernementale à l'égard des anciens membres du parti Baas. Il devra aussi mettre en place un processus pour amender la Constitution. Des élections locales devraient avoir lieu cette année. Les forces irakiennes devront prendre le contrôle complet du pays au plus tard en novembre 2007 ».

Que faire face à cette obstination ?

Nos mouvements ne sont évidemment pas les locataires de la Maison Blanche.

Il est néanmoins utile de redire inlassablement notre choix du dialogue et de la médiation régionale.

Celui de la désescalade militaire et idéologique aussi.

Accorder du temps au temps aussi. Un minimum de rapport de confiance entre parties prendra du temps et n'ira pas de soi, loin de là. Mais il est nécessaire si l'on veut travailler sur des solutions durables.

Nombreux sont ceux qui pensent de cette manière : certaines chancelleries occidentales, en passant par les auteurs du rapport Baker ou des membres démocrates du Congrès américain ; des militants pour la paix des deux côtés de l'Atlantique, en passant par les victimes tous camps confondus.

Il leur faudra du temps, du courage et de la conviction pour convaincre.

C'est eux qu'il faut soutenir publiquement.

Leurs voix alternatives couvriront un jour les voix dominantes des grands marchands du monde.

A ce sujet nous vous invitons déjà à la manifestation de la Plateforme anti-guerre prévue à Bruxelles le dimanche 18 mars 2007 (pour plus d'infos, rendez-vous sur notre site Internet d'ici quelques jours).

Benoit Albert,  
secrétaire général  
à Justice et Paix

Katheline Toumpsin,  
coordinatrice responsable de  
projets à Pax Christi Wallonie-  
Bruxelles